

Bouilloires thermiques : la grande débrouille



LOGEMENT

PRÉCARITÉ

PRISE DE POSITION

01/07/2026

Près d'un logement sur deux peut être considéré comme une bouilloire thermique. Alors que la France a subi la canicule la plus intense de son histoire, rencontre avec celles et ceux qui bataillent contre le mercure dans des logements mal adaptés au réchauffement climatique. Si les locataires peinent à trouver un écho politique favorable à leurs demandes, les petits propriétaires, mêmes modestes, peuvent

bénéficier d'aides pour faire rénover leur habitation et gagner sept précieux degrés. A condition d'être accompagnés.

Les rues sont grises, le bitume chauffe. Le ciel se couvre, l'orage arrive. Qu'on ne s'y trompe pas : la canicule est en train de s'installer et Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) suffoque déjà. Le mercure grimpe, tout juste freiné par une poignée d'arbres clairsemés. Il faut marcher longtemps sous le cagnard avant d'atteindre la cité HLM. Des arbres ont été plantés au milieu des immeubles décrépits. Michelle, 67 ans, habite ici depuis plus de 40 ans.

Cela fait plusieurs années qu'elle suffoque une fois les beaux jours revenus. « *Tous les trois ans, j'essaye de changer la peinture, j'ai installé des occultants sur les fenêtres il y a quatre ans. Tous les ans, je les enlève et les lave dans ma baignoire* », énumère la retraitée, ancienne professeure d'histoire. Elle a troqué sa literie habituelle pour des draps et oreillers rafraîchissants. D'épais rideaux occultent la lumière. Michelle vit dans le noir depuis plusieurs jours.

C'était intenable. Il faisait 32°C dès le matin.

Farouchement opposée à la climatisation qui rejette l'air chaud à l'extérieur et contribue à augmenter la température en ville, elle s'est résolue à investir dans un rafraîchisseur d'air. L'appareil consomme deux saladiers entiers de glaçons... à recharger toutes les deux heures. Économies d'énergie oblige, elle ne l'allume que le soir pour dormir. Malgré ses efforts, son logement est devenu invivable. Elle est essoufflée. Les fortes chaleurs peuvent avoir des effets délétères sur la santé, notamment cardiaques. Fin de journée, le thermomètre affiche 29°C (contre 36°C dehors). La canicule ne fait que commencer. Michelle ira s'exiler quelques jours plus tard chez une nièce en Vendée : « *C'était intenable, il faisait 32°C dès le matin. Le soir j'en parle même pas* », témoigne-t-elle une semaine plus tard.

L'immeuble est vétuste. Il a été construit en béton armé dans les années 60, époque à laquelle l'architecture n'était pas pensée pour résister au réchauffement climatique. Quand elle a emménagé en 1985, « *on s'est dit : c'est le luxe, c'est chez nous !* », se remémore-t-elle. Aujourd'hui, elle peut contempler le vrai luxe en face

de son balcon : de larges immeubles en brique rouge construits après-guerres et munis de volets. *« Nous, on n'a pas le droit, c'est aberrant ! »*

La retraitée bataille depuis plusieurs semaines avec le syndicat « Locataires ensembles » contre son bailleur social pour faire installer chez les plus de 8 000 locataires sociaux de la ville des volets et des plafonniers-ventilateurs. Plus de 40% des logements ne sont pas équipés de volets, selon une récente étude de la Fondation pour le logement. Les quartiers populaires sont particulièrement à risque de précarité énergétique. Près d'un Français sur trois dit vivre dans un logement insuffisamment isolé face aux fortes chaleurs.

Locataire d'un studio à Paris, Marie, 28 ans, n'a pas eu d'autre choix que de s'exiler pendant la canicule. Professeure en histoire-géographie au collège, elle a été contrainte de dormir à l'hôtel comme de nombreux Parisiens. Lors de la première vague de chaleur de mai, son logement est monté jusqu'à 38°C la nuit. Cette fois-ci, son thermomètre a succombé mais elle estime avoir dépassé les 40°C.

« C'était un enfer. J'avais beau fermer les fenêtres, ventiler, mettre des bouteilles au frigo puis devant le ventilo, du linge mouillé sur moi... c'était très compliqué. J'ai failli faire un malaise une nuit. » Impossible de rester. Marie réserve une chambre simple (et climatisée) à l'hôtel. Les prix ont explosé. Coût de l'opération : 150 euros la nuit. *« C'était une des plus abordables de tout Paris »,* explique-t-elle. *« J'ai cramé mon loyer en trois nuits à l'hôtel. On [les habitants de bouilloires thermiques, NDLR] paie l'isolation qu'on n'a pas chez nous. »* Sa propriétaire s'est dite désarmée face à la situation. Aucun travaux n'est prévu, malgré la mauvaise isolation du bâtiment. *La seule solution proposée a été d'acheter une clim' sur roulette mais ils sont en rupture de stock jusqu'au 15 juillet »,* poursuit la jeune femme.

L'intégralité des politiques publiques ont été pensées pour le froid depuis une trentaine d'années.

Les locataires sont le plus souvent impuissants face aux fortes chaleurs. Les équipements et travaux nécessaires à la mise aux normes des logements sont à la charge des propriétaires. Si tant est qu'ils l'acceptent. Selon l'Ignes, l'alliance des industriels qui proposent des solutions électriques et numériques, un logement sur deux en France peut être considéré comme une bouilloire thermique. *« L'intégralité*

des politiques publiques ont été pensées pour le froid depuis une trentaine d'années », constate Damien Barbosa, coordinateur du collectif Rénovons, soutenu par le Secours Catholique, au sein du réseau Cler. L'isolation thermique permet certes de gagner environ 7°C dans le logement, mais elle n'est pas suffisante contre les fortes chaleurs. « MaPrimeRénov' » ne finance pas l'installation de volets ou de brasseurs d'air », rappelle-t-il.

L'isolation diminue par trois le besoin de climatisation.

Le gouvernement prévoit de remettre sur le marché les logements dont le DPE (diagnostic de performance énergétique) est classé F ou G contre un engagement des propriétaires à réaliser les travaux de rénovation sous trois à cinq ans. Charge restera au locataire de dénoncer son propriétaire s'il ne répond pas à son engagement. Or, pour de nombreux ménages ou propriétaires modestes, l'installation est impossible à assumer à moins de se faire aider. « Nous demandons à ce que l'isolation continue d'être financée – elle diminue par trois le besoin de climatisation, et d'autant la facture », insiste Damien Barbosa. Le réseau Cler propose un éco-prêt à taux zéro pour les plus modestes. D'autres aides existent.

Une aide à la rénovation

Petit propriétaire d'une maison près de Calais, Maxime, 39 ans, attend la fin des travaux commencés il y a près d'un mois. Le toit est recouvert de tuiles neuves, contrastant avec l'annexe vétuste de ces anciennes étables transformées en logement dans les années 20. De la laine de bois d'une épaisseur de 30 cm a été posée le long des murs pour isoler le bâtiment du froid et de la chaleur. La VMC, la porte, les fenêtres en double vitrage, des Velux avec stores occultants et des volets roulants ont été installés pour compléter. En ce début de canicule, la maison reste au frais.

« L'été dernier, c'était pas possible de dormir en haut. Il faisait entre 29 et 30°C », explique Maxime. Les chambres se trouvent directement sous les toits. Avec sa fille de 7 ans, ils étaient contraints de migrer au rez-de-chaussée dans l'étroit salon pour dormir : elle dans le canapé et lui dans un matelas adossé au mur avec le chien. L'hiver, également, il fallait batailler : « Ma fille ne voulait pas aller à la douche parce qu'elle

disait qu'elle avait froid. » Par 0°C à l'extérieur, la maison se maintenait à... 7°C pour 77% de taux d'humidité.

Maxime tient sa maison de ses parents et espère à son tour la léguer en bon état à sa fille. Mais avec un mi-temps de 15h par semaine en tant que chauffeur-accompagnateur et un salaire de 700 euros par mois, il le sait, il ne pourra pas financer les travaux. C'est grâce au Réseau EcoHabitat qu'il a pu réaliser le chantier d'une vie. Coût total : 80 000 euros. Lui n'a pas déboursé plus de 1000 euros. L'intégralité des frais a été prise en charge par divers aides (Prime pour un logement décent de l'ANAH – Agence nationale de l'habitat –, aides de la commune, aides contre l'exclusion énergétique, prime de sortie de passoire énergétique...). *« Ils ont cartonné ! », s'enthousiasme-t-il.*

180 familles sont accompagnées par le Réseau EcoHabitat entre Compiègne et la région de Landretun-le-Nord (Pas-de-Calais). Pour chacune, le même processus : *« On fait un diagnostic social et à partir des besoins sociaux, on construit un programme de travaux, explique le fondateur de Réseau EcoHabitat, Franck Billeau. Pour les personnes âgées en situation de vulnérabilité dans leur logement, par exemple, on adapte leur logement en fonction de leur situation de handicap. On ne peut pas épaissir les murs si le fauteuil roulant ne passe pas ».* Compter sept à huit dossiers de subvention par projet pour un montant moyen de 85 000 euros de travaux, dont un reste à charge calculé selon les moyens du ménage.

Le Réseau EcoHabitat, partenaire du Secours Catholique, s'est fait une spécialité d'accompagner les propriétaires les plus modestes pour lesquels la charge administrative et le coût des travaux rendraient quasiment impossible la rénovation de leur logement. Au contraire, Franck Billeau insiste : *« On doit accomplir des gros travaux pour faire en sorte que les gens vivent plus longtemps et le plus longtemps dans leur logement parce qu'ils ont des petites ressources. »*

En attendant la fin du chantier, Maxime s'est installé dans une caravane posée dans le jardin entre le trampoline et les hortensias. Ce sont les beaux-parents de son frère qui la lui ont prêtée. L'habitable est propre et bien entretenu. Seuls bémols : des toilettes indisponibles et une chaleur étouffante. Un moindre mal en attendant de

pouvoir réinvestir sa maison. « *On est propriétaires en indivision avec mon frère. Mais comme c'est moi qui ai trouvé le Réseau EcoHabitat, il a dit : on fera les papiers pour que ce soit ta maison* », se réjouit-t-il déjà. Une rénovation pour passer l'été et transmettre plus tard un logement adapté au réchauffement climatique.

Caroline Vinet (Journaliste) - Vincent Boisot (Photographe)

<https://illeetvilaine.secours-catholique.org/notre-actualite/bouilloires-thermiques-la-grande-debrouille-0>